

Notre tract est diffusé en petit nombre. S'il t'a intéressé, fais-le circuler autour de toi.



DES CONFINEMENTS À DEUX VITESSES

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements privés recyclés en restaurants clandestins. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le sac, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi... sauf les riches et les puissants !

DES EXCUSES POUR LES RICHES

Le reportage de M6 sur ces dîners la quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales... tout en affirmant avoir décliné les invitations !

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agirait pas d'une « fête », seulement d'un « moment de convivialité »... Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la « société de délation ». On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épinglant « l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table ».

DES FLICS POUR LES PAUVRES

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment, les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller au boulot en prenant les transports en commun bondés. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui subissent de plein fouet la fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

ET TOUJOURS LE MINIMUM CONTRE L'ÉPIDÉMIE

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions

contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est encore à la traîne, malgré les grands élans de communication du gouvernement. Et les hôpitaux continuent d'être débordés, en particulier les services de réanimation, qui ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement !

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies. Gageons que cela ne dure pas éternellement. Car le déconfinement de nos colères pourrait aussi prendre un coup d'accélérateur.

C'EST À LEUR POLITIQUE D'ASPHYXIE DE L'HÔPITAL DE DÉMISSIONNER

« Quand est-ce qu'on part ? » résonne dans la tête de nombreux collègues dans tout le secteur de la santé et même parfois auprès de jeunes étudiants infirmiers au sortir des études. Les démissions sont même refusées depuis un an par les directions par manque de main-d'œuvre. On en arrive là : l'hôpital tient sous l'obligation... Malgré cela, l'hémorragie continue avec 12 200 départs d'infirmiers et d'aides-soignants déjà survenus depuis le début de l'année 2020. Mais le virus n'est pas la cause de ces départs, c'est leur politique de dégradation de nos conditions de travail. La preuve ? Toujours pas d'embauches en vue, tant qu'ils font reposer la santé sur nos épaules. Une autre question résonne de plus en plus : « quand est-ce qu'on renverse la table et qu'on impose nos conditions de travail ? »

L'ÉCOLOGISATION DE LA HAINE



La mairie de Nantes (PS-EELV-PCF), avec son arrêté municipal interdisant les scooters thermiques en centre-ville, a plongé encore plus dans la précarité et la misère les livreurs des plateformes. Sous prétexte de la pollution, des nuisances sonores et de l'insécurité routière, cette mairie fait la chasse aux travailleurs pauvres et préfère choyer l'électorat du centre-ville. Comme si ces livreurs surexploités avaient choisi leurs conditions de travail, le scooter et les cadences. Drôle d'écologie que celle qui justifie de s'attaquer aux précaires tout en permettant aux bétonneurs polluants et les grandes firmes du BTP de faire leur beurre à Nantes...

MME T2A SQUATTE LES LITS QU'ELLE A DÉTRUITS

En sortant d'hospitalisation, la Ministre Roselyne Bachelot exprimait dans la plus grande hypocrisie, le jeudi 8 avril, une « profonde reconnaissance aux personnels soignants, qui partout en France, font un travail remarquable ». De notre côté, on n'oublie pas qu'elle est responsable à travers sa loi de 2008 « Hôpital Patient santé Territoire » de la généralisation de la tarification à l'activité, nous poussant à toujours plus de productivité, moins d'argent et plus d'épuisement ! Seule notre mobilisation lui fera avaler sa faim de rentabilité.

LE RENFORT CRUEL DES ESI

À chaque nouvelle vague, une même recette : le renfort des stagiaires étudiants payés un euro de l'heure. Parce que personne n'a la disponibilité pour vraiment les former, ils se retrouvent livrés à eux-mêmes à faire le boulot sur un poste d'AS. De quoi les préparer à relever la tête au même titre que tous les hospitaliers et à se battre pour leurs conditions de travail ?

**RETROUVEZ
TOUS NOS
ANTIDOTES
ICI**



Que voulons-nous ?

Le Npa regroupe des militants de sensibilités différentes qui luttent pour une société sans pollution, sans misère et sans guerre. Cela veut dire aujourd'hui en finir avec le capitalisme car nos vies valent plus que leurs profits. La santé n'est pas une marchandise et nous comptons rassembler toutes celles et ceux qui partagent

ces objectifs. N'hésite pas à faire traîner ce tract où tu veux qu'il soit lu et nous contacter pour préparer la riposte.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER

- www.convergencesrevolutionnaires.org
- @NANTES.REVOLUTIONNAIRE
- NPA L'ÉTINCELLE NANTES

**CONVERGENCES
REVOLUTIONNAIRES**